



Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Marché public de prestations intellectuelles

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Administration contractante :

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
5 rue de la Doua CS 20244 - 69625 Villeurbanne Cedex

Objet de la consultation :

Mission de contrôleur technique – projet CPER LACS

Numéro de consultation : 2025-LACS-CT

Date limite de remise des offres : lundi 17 février 2025 à 9h30

SOMMAIRE

Article 1. Préambule	3
Article 2. Objet de la consultation - Dispositions générales.....	3
2.1. <i>Objet du marché.....</i>	<i>3</i>
2.2. <i>Décomposition en lots et PSE</i>	<i>3</i>
Article 3. Mode de passation	3
Article 4. Pièces contractuelles du marché.....	3
4.1. <i>Pièces particulières du marché</i>	<i>3</i>
4.2. <i>Pièces générales.....</i>	<i>3</i>
4.3. <i>Dispositions particulières.....</i>	<i>4</i>
Article 5. Objet de la mission	4
Article 6. Contexte et enjeux	4
Article 7. Financements et enveloppe prévisionnelle travaux	4
Article 8. Intervenants	4
8.1 <i>Conduite d'opération – Maitrise d'ouvrage.....</i>	<i>4</i>
8.2 <i>Assistance à maitrise d'ouvrage.....</i>	<i>4</i>
8.3 <i>Maitre d'œuvre.....</i>	<i>4</i>
8.4 <i>Ordonnancement, Pilotage, Coordination</i>	<i>5</i>
8.5 <i>Coordinateur Sécurité Protection de la Santé.....</i>	<i>5</i>
Article 9. Planning prévisionnel.....	5
9.1. <i>Planning prévisionnel de l'opération</i>	<i>5</i>
9.2. <i>Durée du contrat</i>	<i>5</i>
9.3. <i>Prolongation des délais.....</i>	<i>5</i>
Article 10. Clauses environnementale et sociale	5
10.1. <i>Clause environnementale</i>	<i>5</i>
10.2. <i>Clause sociale</i>	<i>5</i>
Article 11. Conditions d'exécution des prestations	5
11.1. <i>Obligation de résultat</i>	<i>5</i>
11.2. <i>Suivi de la prestation</i>	<i>6</i>
Article 12. Obligations du titulaire	6
12.1. <i>Obligation de conseil</i>	<i>6</i>
12.2. <i>Obligation d'information.....</i>	<i>6</i>
12.3. <i>Obligations de confidentialité.....</i>	<i>6</i>
12.4. <i>Mesures de sécurité.....</i>	<i>6</i>
12.5. <i>Responsabilité du titulaire</i>	<i>7</i>
Article 13. Constatation de l'exécution des prestations	7
Article 14. Garanties financières.....	7
Article 15. Avance	7
Article 16. Prix	7
16.1. <i>Caractéristiques des prix pratiqués</i>	<i>7</i>
16.2. <i>Modalités de variations des prix.....</i>	<i>8</i>
Article 17. Modalités de règlement des comptes.....	8
17.1. <i>Acomptes et paiements partiels définitifs.....</i>	<i>8</i>
17.2. <i>Présentation des demandes de paiements</i>	<i>8</i>
17.3. <i>Délai global de paiement</i>	<i>9</i>
Article 18. Pénalités	9
18.1. <i>Pénalités de retard d'exécution</i>	<i>9</i>
18.2. <i>Pénalités d'absence</i>	<i>9</i>
Article 19. Assurances.....	9
Article 20. Résiliation du marché.....	9
Article 21. Droit et Langue	10
Article 22. Dérogations au C.C.A.G.	10

Article 1. Préambule

Le centre de Recherche INRAE Lyon-Grenoble Auvergne Rhône Alpes est le 18ème centre de Recherche d'INRAE. Le Centre dont le siège est implanté à Villeurbanne regroupe 22 unités de recherche et une unité administrative situées sur les métropoles de Lyon, Grenoble et Thonon-Les-Bains.

Article 2. Objet de la consultation - Dispositions générales

2.1. *Objet du marché*

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

Mission de contrôleur technique – projet CPER LACS

Lieu(x) d'exécution : Thonon-Les-Bains

2.2. *Décomposition en lots et PSE*

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'aucune prestation supplémentaire éventuelle.

Article 3. Mode de passation

Le présent marché est un marché à procédure adaptée en application de l'article L2123-1 l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de l'article R2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Article 4. Pièces contractuelles du marché

4.1. *Pièces particulières du marché*

Conformément à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par le pouvoir adjudicateur fait foi, sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes le cas échéant (offre financière)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG – PI)
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG)
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

4.2 *Pièces générales*

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI – issu du texte n°21 de l'arrêté du 30 mars 2021), version en vigueur.

Le CCAG PI, bien que matériellement non joint à la consultation, est réputé parfaitement connu des Parties.

4.3 Dispositions particulières

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Article 5. Objet de la mission

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L. 111-23 du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique.

Article 6. Contexte et enjeux

Les objectifs prioritaires qui émanent des préoccupations du maître d'ouvrage sont la rénovation de bâtiments existants en valorisant les surfaces inutilisées (ancien garage, écurie et atelier) et la création d'une extension selon 4 axes :

- Offre de formations : académiques et continues
- Médiation scientifique et sciences participatives
- Offres de services
- Accueils de partenaires

Conformément aux ambitions de INRAE, ce projet s'inscrit dans une démarche environnementale affirmée, au travers notamment, de la bonne gestion de la consommation énergétique et la protection de l'environnement.

Article 7. Financements et enveloppe prévisionnelle travaux

INRAE et d'autres partenaires financent ce projet dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2021-2027. L'enveloppe prévisionnelle des travaux de l'opération est de 3 012 248 €HT.

Article 8. Intervenants

8.1 Conduite d'opération – Maitrise d'ouvrage

INRAE – Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
5 rue de la Doua – CS 20244 – 69625 Villeurbanne Cedex

8.2 Assistance à maitrise d'ouvrage

Ascoreal
Les Terrasses de Bruyères – Bâtiment C – 314 allée des noisetiers – 69760 Limonest

8.3 Maitre d'œuvre

Brenas Doucerain Architectes
48 rue Saint Laurent – 38000 Grenoble

8.4 Ordonnancement, Pilotage, Coordination

En cours de consultation.

8.5 Coordinateur Sécurité Protection de la Santé

En cours de consultation.

Article 9. Planning prévisionnel

9.1. Planning prévisionnel de l'opération

Les missions de CT se dérouleront sur l'ensemble de la durée du marché. Est joint dans le dossier de consultation, le planning prévisionnel établi par l'AMO programmeur.

Date prévisionnelle de fin des études MOE : décembre 2025

Date prévisionnelle de réception des travaux : septembre 2027

9.2. Durée du contrat

Le présent marché entrera en vigueur à la date de notification (entre le 17 et 24/02/2025) et se terminera à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des ouvrages.

9.3. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG PI.

Article 10. Clauses environnementale et sociale

10.1. Clause environnementale

Le titulaire doit avoir une démarche de réduction du bilan carbone lors de :

- ses déplacements en privilégiant les moyens de transport moins émetteurs ;
- la transmission de documents dématérialisés avec la mise en place par exemple d'une GED.

10.2. Clause sociale

Néant

Article 11. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

11.1. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble de ses prestations. Il réalise les prestations convenues conformément aux règles de l'art. Il s'engage notamment à :

- Informer autant que nécessaire le pouvoir adjudicateur sur l'état d'avancement des prestations
- Fournir et installer des équipements répondant en tout point aux exigences et objectifs de l'établissement INRAE,
- Respecter le calendrier de réalisation des prestations convenu.

11.2. Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose. L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par le pouvoir adjudicateur ou les personnes qu'il mandate à cet effet.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une démarche qualité avec des dispositifs favorisant l'amélioration continue.

Le suivi de la prestation se traduit également au travers d'éléments de reporting et d'indicateurs ainsi que par la mise en place d'actions correctives lorsque des dysfonctionnements ou des défauts de qualité apparaissent.

Article 12. Obligations du titulaire

12.1. Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte de risques et menaces potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

12.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

12.3. Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

12.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

12.5. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Article 13. Constatation de l'exécution des prestations

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des livrables les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples dès que le titulaire lui notifie.

Les constatations réalisées par l'acheteur sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du titulaire.

Le paiement s'effectuera après l'admission des prestations par l'acheteur.

Article 14. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 15. Avance

Aucune avance ne sera versée.

Article 16. Prix

16.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application d'un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe financière.

Les prix seront définis dans les devis détaillés joints à l'acte d'engagement, le taux de la TVA appliqué est celui en vigueur au moment de la remise de l'offre.

Les prix comprennent, outre la totalité des charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ainsi que tous les frais de quelque nature que ce soit. Et, notamment :

- Les prix des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés,
- Les frais d'assurances souscrites par le titulaire pour couvrir son activité professionnelle,
- En cas de co-traitance, conjointe ou solidaire, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations coordination et contrôle, ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances,
- En cas de sous-traitance, les frais de coordination et de contrôle de ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.
- L'intégralité des prestations détaillées à l'annexe financière et dans toutes pièces contractuelles du marché.

16.2. Modalités de variations des prix

Les prix sont fermes.

Article 17. Modalités de règlement des comptes

17.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

17.2. Présentation des demandes de paiements

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique / bon de commande)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire transmet ses factures via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

17.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 18. Pénalités

Par dérogation les articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI ne s'appliquent pas. Toutefois, quel que soit le montant des pénalités, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités citées ci-dessous.

Les pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable, et sont cumulables.

18.1. Pénalités de retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé (rendu de document), par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 200,00 € HT par jour calendaire.

18.2. Pénalités d'absence

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans les pièces contractuelles (exemple : présence aux réunions, passage sur le chantier, etc.) peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 150€ HT par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure.

Les autres clauses de l'article 14 du CCAG PI s'appliquent.

Article 19. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 20. Résiliation du marché

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Article 21. Droit et Langue

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de LYON :
184, Rue Duguesclin
69003 LYON

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 22. Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux CCAG PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles CCAP	Articles CCAG PI
18. Pénalités	Article 14.1